



La secrétaire générale

Secrétariat Général
01 55 82 83 06
cabsq@cgt.fr

Nos Réf. SB-SP/IM/2024.105

Montreuil, 23/07/2024

LETTRE AUX DÉPUTÉ.ES RÉPUBLICAINS DES GROUPES :

- Ensemble pour la République
- LFI-Nouveau Front Populaire
- Socialistes
- Droite républicaine
- Écologistes et Social
- Les Démocrates
- Horizons et Indépendants
- LIOT
- Gauche Démocrate et Républicaine

Madame la Députée, Monsieur le Député,

Vous avez été élus le 7 juillet dernier au terme d'une élection très particulière. Encore une fois, la CGT a pris ses responsabilités et appelé à battre l'extrême droite quelques soient les désaccords que nous pouvions avoir avec les autres formations politiques. Cette position a contribué à votre élection et a empêché Jordan Bardella d'avoir une majorité absolue. La politique d'Emmanuel Macron qui a servi de terreau à l'extrême droite a été sévèrement sanctionnée.

Pour autant, l'extrême droite reste très forte et menace notre République et notre démocratie. Cette campagne législative l'a encore prouvé, le rassemblement national n'est pas un parti politique comme les autres. Il est xénophobe, raciste, antisémite, homophobe, sexiste, s'appuie sur des groupuscules violents et entretient des liens étroits avec Vladimir Poutine. Pour que le sursaut citoyen et populaire ne se transforme pas en sursis, les leçons doivent être tirées. Ce vote républicain vous y oblige. Nous vous appelons donc à ne jamais banaliser ni mettre dos à dos l'extrême droite avec une quelconque autre force politique.

L'extrême droite prospère sur le déclassement. Le déclassement du travail, qui ne suffit plus à vivre, le déclassement de notre pays, qui n'est même plus en capacité de produire par exemple des masques ou du paracétamol, et le déclassement de nos services publics. Pour faire reculer l'extrême droite, des réponses aux aspirations sociales doivent être apportées rapidement comme l'augmentation des salaires et des pensions ou encore le refinancement de nos services publics. Notre service public de santé est au bord de la rupture avec désormais de réelles pertes de chances pour les patients, un investissement massif et rapide y est indispensable. Vous avez été nombreux et nombreuses à dénoncer à nos côtés la violence de la réforme des retraites, qu'une large majorité des Français et des Françaises refusent. Alors que des millions de salarié.e.s se sont mobilisés pendant 6 mois, l'abroger serait un message fort de justice sociale et un enjeu très important pour notre pays qui a commémoré les 80 ans du CNR et de son programme. Reconnaître le travail, c'est aussi et d'abord mettre fin au scandale des morts et des accidents au travail dont nous détenons le triste record. Les dispositions adoptées à l'initiative de la CGT sur les chantiers JOP démontrent qu'il n'y a pas de fatalité : en augmentant le nombre et les prérogatives des représentants du personnel, en renforçant les effectifs de l'inspection du travail, on peut faire reculer ce fléau.

.../...

Avec près de 10 ans de recul, on peut maintenant évaluer l'efficacité économique de la politique de l'offre. Il s'agit d'une politique coûteuse, avec près de 70 milliards de baisse d'impôts pour les plus riches et les grandes entreprises mis en place par Emmanuel Macron, auxquels il faut ajouter 20 milliards de CICE. Pourtant, ses résultats sont faibles voire inexistantes : la balance commerciale n'a jamais été aussi déficitaire, la productivité décroche et notre industrie continue à s'étioler. Il s'agit d'une question majeure ! Lorsqu'on ferme une usine ou un service public, c'est un député d'extrême droite que l'on fait élire ! Nous avons donc besoin d'un changement de cap pour réindustrialiser le pays en répondant aux enjeux environnementaux. Les 170 milliards d'aides aux entreprises consentis chaque année sans condition ni contreparties sont un levier majeur. Il s'agit de reprendre le pouvoir sur les grands groupes et multinationales mais aussi sur la finance et de retrouver les leviers pour définir une politique industrielle ambitieuse qui réponde au défi environnemental. Dans l'immédiat, il y a urgence à tirer les leçons de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le fret ferroviaire et à décréter un moratoire sur le démantèlement de Fret SNCF.

Enfin, faire reculer l'extrême droite c'est passer aux actes sur les questions sociétales. Sept ans après #metoo, il est temps d'adopter enfin une grande loi cadre contre les violences sexistes et sexuelles. Il en est de même pour l'égalité salariale dans les entreprises. Alors que le racisme et l'antisémitisme explosent et accompagnent la montée de l'extrême droite, la République et ses représentant.e.s doivent être exemplaires et refuser avec la même force tous les racismes. Nos libertés sont notre bien le plus précieux pour résister à l'extrême droite. Celle de la presse qui doit être protégée face aux stratégies réactionnaires de quelques milliardaires, tout comme les libertés syndicales et d'expression qui ont rarement été aussi fragilisées.

La CGT est disponible pour travailler sur l'ensemble de ces enjeux, pour porter la voix des travailleuses et des travailleurs et pour relayer les problématiques très concrètes sur votre territoire.

Madame la Députée, Monsieur le Député, plus que jamais, l'extrême droite est en embuscade et menace notre démocratie. Pour la faire reculer, il faut montrer que le message des urnes est entendu et impulser un vrai changement de cap. L'Assemblée nationale va désormais jouer un rôle central. Vous en êtes les acteurs et actrices, cela dépend donc maintenant de vous !

Bien cordialement,

Sophie Binet,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'S Binet', written in a cursive style.

Secrétaire Générale de la CGT